

Le regain d'intérêt américain pour l'Afrique : quelles conséquences militaires et stratégiques ?

Yves Boyer, Directeur adjoint
(8 décembre 2006)

L'intérêt géostratégique des États-Unis pour l'Afrique est relativement récent. Le vice-président Nixon qui représentait les États-Unis lors des fêtes de l'indépendance du Ghana en 1957, recommanda, peu après sa visite, la création d'un Bureau des Affaires africaines au Département d'État, ce qui fut réalisé un an plus tard. Le premier sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, John Satterhwaite, prit ses fonctions en août 1958. Jusqu'aux années 1990, le centre de décision en matière de politique africaine resta au Département d'État. Durant la Guerre froide, la politique américaine consista, autant que faire se peut, à éviter de mêler l'Afrique à l'affrontement entre les deux blocs. Cette politique avait été notamment énoncée par le secrétaire d'État Cyrus Vance en 1977.

La fin de la Guerre froide allait conduire à une réévaluation de la politique africaine de Washington. D'une part parce que les objectifs américains à l'égard de l'Afrique consistaient désormais à soutenir et à consolider la démocratie en Afrique, à enrayer les crises minant le continent africain, à soutenir le développement économique, à lutter contre les pandémies, la destruction de l'environnement ; d'autre part parce que, à partir de la fin des années 1990, la lutte contre le terrorisme s'étendait, pour Washington au continent africain. Cette nouvelle politique s'accompagnait de la mise en cause de la notion de « chasse gardée ». Dans un discours prononcé en octobre 1996 à l'Institut Sud-Africain des Affaires internationales, le secrétaire d'État Warren Christopher déclara ainsi : « *le temps est passé où l'Afrique pouvait être divisée en sphères d'influence...aujourd'hui l'Afrique a besoin du soutien de tous ses amis et non pas seulement du patronage de quelques-uns* ». Ce regain d'intérêt américain s'expliquait par toute une série de raisons :

- la présence d'une forte communauté noire américaine de près de 30 millions de personnes, dont les représentants au Congrès s'étaient organisés sous la forme du *Congressional Black Caucus*

- qui, en 1987, avait obtenu la création du *Development fund for Africa* ;
- l'importance du vote des pays africains à l'ONU, où ils représentent un tiers des membres au sein d'organisations multilatérales (Groupe des 77, Banque mondiale, UNCTAD) ;
 - la présence de matières premières nécessaires à l'économie américaine, en particulier le pétrole, dont l'importation aux États-Unis devrait dans les dix ans à venir supplanter en volume celles en provenance de l'Arabie saoudite¹.

En outre, la crise en Somalie en 1992-93 a précipité une réorientation en profondeur de la politique américaine à l'égard du continent noir. Il en a résulté un document destiné à organiser l'action américaine la *National Security Review 30*, signée par le président Bush peu de temps avant son départ de la présidence. La politique définie dans la NSR30 a été reprise par le président Clinton. Le premier discours du Conseiller pour les Affaires de sécurité de Bill Clinton, Anthony Lake, fut d'ailleurs consacré à l'Afrique. Dans le domaine de la sécurité, la NSR30 définissait ainsi les objectifs américains : garantie d'accès des forces américaines à un certain nombre de facilités aériennes et portuaires en Afrique ; contribution au développement du respect de la démocratie et des droits de l'Homme au sein des forces armées africaines ; collaboration à la mise en place de moyens régionaux interafricains de maintien ou de rétablissement de la paix ; maintien d'une présence militaire limitée en Afrique à l'occasion d'entraînements et d'exercices.

Au début des années 2000, un certain nombre de voix se sont fait entendre pour estimer que l'importance croissante de l'Afrique dans la lutte contre le terrorisme, de la permanence d'instabilités de toutes natures ainsi que la présence d'énormes gisements de matières premières impliquaient que le Pentagone établissât désormais dans le cadre de l'UCP (*Unified Command Plan*) un nouveau *Combattant Command*, l'*African Command* (AFCOM) mieux à même de préparer et exécuter des opérations militaires ainsi que la coopération tant avec les ONG ou USAID qu'avec l'Union africaine.

La place de l'Afrique dans le dispositif militaire américain

Dans le cadre de l'UCP les forces armées américaines sont réparties entre différents grands commandements interarmées. L'UCP prescrit l'organisation à donner aux forces armées américaines. Il assigne les missions et les fonctions des différents commandements, établit la structure des forces qu'ils ont à leur disposition en temps de paix et définit leur zone de responsabilité géographique.

La conception de l'UCP découle largement du document programmatique stratégique national (*National Military Strategy of the United States*). L'UCP définit la structure de commandement militaire américaine qui va

¹ <http://www.cia.gov/nic/graphics/gt2015.pdf>

des autorités politiques (*National Command Authority – NCA*) jusqu'aux commandants en chef (CinC) des différents commandements opérationnels (*Combattant Commands*). Les CinC ont un rôle opérationnel considérable, ils dépendent directement du président via le secrétaire à la Défense pour l'exécution de leurs missions. L'UCP émane de l'Exécutif. Il est à ce titre signé par le président, en tant que commandant en chef, sur proposition du secrétaire à la Défense conseillé par le JCS, dont la responsabilité est de mettre en œuvre les décisions contenues dans l'UCP. Le Congrès a pu à différentes reprises influencer indirectement sur l'UCP. Aux termes de la loi organisant le fonctionnement de l'administration des États-Unis (*Title 10, US Code, 161*), le document relatif à l'UCP est révisé tous les deux ans à l'initiative du Comité des chefs d'État-major (JCS - *Joint Chiefs of Staff*). La dernière en date a eu lieu en 2004.

Les *Combattant Commands* sont divisés en deux catégories : les commandements à vocation géographique et ceux à vocation fonctionnelle qui ont pour mission de soutenir l'effort des autres commandements dans l'exécution de leurs missions de guerre.

- Commandements à vocation fonctionnelle :
 - *U.S. Joint Forces Command* (Norfolk, Virginie) : c'est le commandement américain en charge de la « transformation » des forces américaines. Son titulaire en chef est également responsable du commandement de l'OTAN en charge de la « transformation » des forces de l'Alliance, ACT (*Allied Command Transformation*)².
 - *U.S. Special Operations Command* (MacDill Air Force Base, Floride)
 - *U.S. Transportation Command* (Scott Air Force Base, Illinois)
 - *U.S. Strategic Command* (Offutt Air Force Base, Nebraska)
- Commandements à vocation géographique :
 - *U.S. Northern Command* (Peterson Air Force Base, Colorado) : c'est le commandement le plus récent puisqu'il date du 1^{er} octobre 2002. Sa création est intervenue après les attentats du 11 septembre 2001 afin d'organiser la défense intérieure des États-Unis (*Homeland Defense*) ainsi que de ses territoires adjacents puisque sa zone de responsabilité inclut l'Alaska, le Canada et le Mexique³.
 - *U.S. Pacific Command* (Honolulu, Hawaii) : c'est le plus ancien commandement puisqu'il a été créé le 1^{er} janvier 1947. Sa zone de responsabilité couvre environ la moitié de la surface de la planète (de l'ordre de 169 millions de km²). Il s'étend des côtes ouest des États-Unis aux côtes est de l'Afrique (Madagascar et les îles en périphérie de l'est du

² <http://www.jfcom.mil/>

³ <http://www.northcom.mil/>

continent africain sont de son ressort bien que le QG de PACOM soit situé à environ 16 000 km de Madagascar) et de l'Arctique à l'Antarctique ; il couvre 13 États⁴.

Zone de responsabilité de PACOM



- *U.S. Southern Command* (Miami, Floride) créé en juin 1963, il reprenait les attributions de structures préexistantes. Il couvre l'hémisphère sud-américain des Caraïbes à la Terre de feu soit 32 États et plusieurs territoires appartenant à des puissances européennes⁵.
- *U.S. Central Command* (*MacDill Air Force Base*, Floride): sa zone de responsabilité s'étend sur 27 pays répartis du Kenya jusqu'au Kazakhstan et de l'Égypte jusqu'au Pakistan ; 7 pays africains sont actuellement de son ressort.
- *U.S. European Command* (Stuttgart-Vaihingen, Allemagne) : héritier des structures de commandement américaines mises en place pour les opérations en Europe en 1944-45, EUCOM a été officiellement créé le 1^{er} août 1952. Sa zone de responsabilité s'étend aujourd'hui sur 91 États qui représentent de l'ordre de 23 % de la population mondiale. Il couvre l'Europe d'ouest en est (jusqu'à la Sibérie) et vers le sud, 42 pays africains, c'est-à-dire la plus grande partie des États membres de l'UA (Unité africaine) à l'exception de ceux placés dans la zone de responsabilité du CENTCOM (Égypte, Soudan, Éthiopie, Érythrée, Somalie, Djibouti et Kenya).

⁴ <http://www.pacom.mil/index.shtml>

⁵ <http://www.southcom.mil/home/>

Depuis un certain nombre d'années EUCOM, qui dispose à son quartier général d'une cellule chargée des affaires africaines, accompagne les initiatives américaines intéressant les questions de défense et de sécurité de l'Afrique :

- l'*Africa Contingency Operations Training and Assistance program* (ACOTA) qui accompagne l'initiative du Département d'État (*Global Peace Operations Initiative-GPOI*) qui vise à entraîner les forces armées africaines en vue de conduire des opérations de soutien à la paix sur le continent ;
- la *Trans-Sahara Counter Terrorism Initiative* (TSCI) qui a pour objectif d'aider à améliorer les capacités des forces de sécurité interne à contrôler les frontières, lutter contre les activités illégales et le terrorisme. La TSCI reprend, en l'étendant à d'autres pays, les programmes lancés dans le cadre de la *Pan-Sahel Initiative* qui concernait le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad et inclut désormais la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, le Ghana et le Nigéria. Ce programme a été lancé avec un exercice organisé en juin 2005 (*Flintlock 2005*) auquel participaient outre les États-Unis (800 hommes), neuf pays du Sahel ou limitrophes (2 000 hommes).
- l'opération *Enduring Freedom - Trans Sahara* (OEF-TS) qui représente la composante militaire américaine de la TSCI. Dans ce cadre, les États-Unis montent des exercices avec des contingents africains en particulier pour mieux contrôler les espaces sahéliens.

A ces initiatives s'ajoutent celles qui sont du ressort du CENTCOM, par exemple la mise sur pied, après le 11 septembre, de la *Combined Joint Task Force – Horn of Africa* (CJTF-HOA), destinée à contrôler la Corne de l'Afrique à partir de différents points d'appui dont le plus important est le camp Lemonier à Djibouti, qui héberge plus d'un millier de *Marines* ainsi que le QG de la CJTF-HOA. Un accord de location des installations utilisées par les Américains à Djibouti a été conclu en juillet 2006 pour cinq ans.

Camp Lemonier à Djibouti



Au Kenya, les Américains ont accès au port de Mombasa et aux aéroports de Nanyuki et d'Embakasi près de Nairobi. En Ouganda, ils viennent d'achever la construction d'un site d'accueil à Entebbe.

Facilités américaines à Embakasi



Un nouveau *Combattant Command* ?

Tous ces efforts restent cependant éparpillés entre différents commandements et depuis plusieurs années des voix se font entendre pour demander la mise sur pied d'un *Combattant Command*, spécifique à l'Afrique⁶. Une haute personnalité du Pentagone, Theresa Whelan (*Deputy Assistant Secretary of Defense for African Affairs*), a, en 2005, suggéré à différentes reprises que la responsabilité de la CJTF-HOA devrait être étendue à l'Afrique entière et a évoqué la création d'un nouveau *Combattant Command*, l'AFCOM, qui couvrirait la totalité des 53 États africains membres de l'UA et qui permettrait de surmonter les conflits de compétence que cela pourrait générer entre EUCOM et CENTCOM. C'est ainsi par exemple qu'une opération au Darfour ferait aujourd'hui intervenir les moyens de EUCOM (qui couvre le Tchad) et ceux de CENTCOM (qui couvre le Soudan). Lors d'une rencontre avec la presse à la fin du mois d'août 2006, l'*Under Secretary of Defense for Policy*, Eric Edelman, déclara que le secrétaire à la Défense réfléchissait à la création d'un grand commandement unifié à base géographique couvrant l'Afrique dans son entier⁷. En novembre 2006, un groupe de travail (*Implementation Planning Team - IPT*) était constitué au Pentagone afin d'étudier l'éventualité de la création d'un nouveau commandement pour l'Afrique qui pourrait être moins « militaire » dans ses fonctions que les autres *Combattant Commands* et davantage tourné vers des actions de sécurité allant de l'aide humanitaire à la lutte anti-terroriste. Il reviendra au secrétaire à la Défense Robert Gates de statuer sur les recommandations de l'IPT et d'éventuellement proposer au président Bush la création de l'AFCOM ou encore de créer une sorte de sous-commandement stratégique rattaché à CENTCOM ou EUCOM.

En réalité le processus risque d'être ralenti en conséquence de l'éviction du Pentagone de l'ancien secrétaire à la Défense D. Rumsfeld, mais aussi parce qu'il semblerait qu'une telle transformation de structures implique un transfert d'effectifs (quartier général, forces, etc.) et de crédits alors même qu'avec l'Irak, et dans une moindre mesure, l'Afghanistan, les forces américaines sont utilisées à plein.

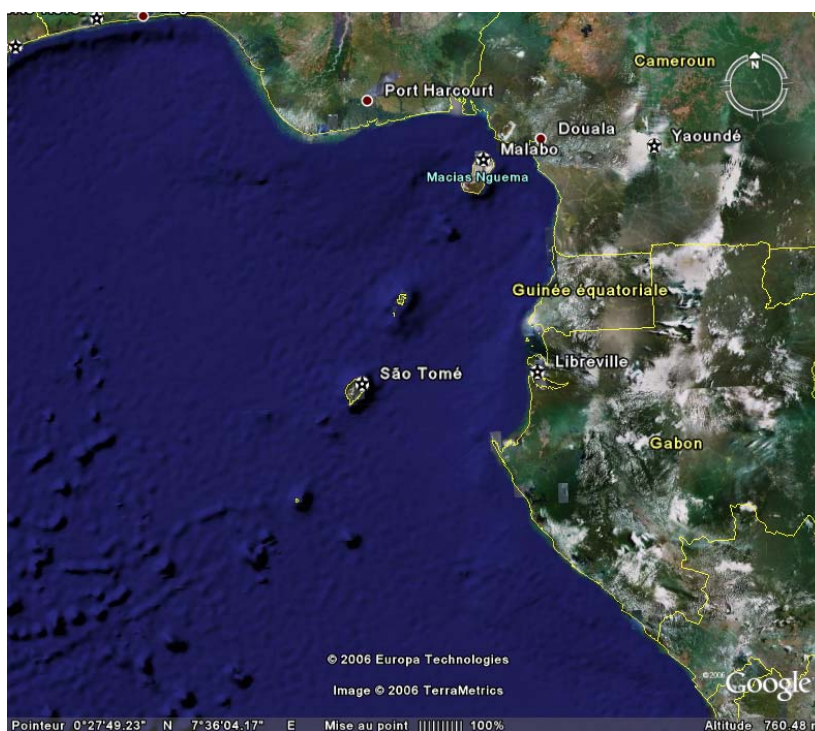
Si la lutte contre le terrorisme pourrait justifier à elle seule la mise sur pied de l'AFCOM, d'autres facteurs viennent renforcer cette possibilité. Le premier concerne le renforcement de la présence des intérêts chinois en Afrique. Cette dernière est devenue, en 2005, le troisième partenaire commercial de l'Afrique talonnant les États-Unis et la France. Près de 130 000 ressortissants chinois séjournent en Afrique ; certains seraient

⁶ Voir par exemple : « US Military Assistance for Africa: A Better Solution », James Carafano et Nile Gardiner, *The Heritage Foundation*, 15 octobre 2003 ; « Four Stars for Africa », Richard Wilcox, *New York Times*, 10 octobre 2004 ; « African Command, the Newest Combattant Command », Lt Cl Paul Case, US Army War College, *USAWC Strategic Research Project*, 18 mars 2005.

⁷ <http://www.defenselink.mil/Transcripts/Transcript.aspx?TranscriptID=3707>

des condamnés de droit commun auxquels les autorités de Pékin auraient promis des réductions de peine s'ils acceptaient de venir travailler sur les chantiers ouverts sur le Continent noir par les firmes chinoises. Par ailleurs, de 2000 à 2004, le volume des échanges a été multiplié par 3 entre l'Afrique noire et la Chine qui, en important de l'ordre de 20 % de son pétrole de l'Afrique sub-saharienne⁸ vient concurrencer les États-Unis. Désormais comme l'avait déclaré le président Bush, le pétrole de l'Afrique de l'Ouest devient un intérêt stratégique pour les États-Unis.

Il est bien sûr prématuré de spéculer sur le lieu d'implantation du futur quartier général d'AFCOM si celui-ci devait être créé dans les années à venir. Différentes rumeurs circulent à ce sujet et certains ont évoqué la possibilité d'une présence au Sénégal, d'autres des options *off-shore*, avec le QG d'AFCOM implanté dans le golfe de Guinée aux Îles de Sao Tome et Principe qui pourraient jouer, pour les Américains, un rôle stratégique équivalent à celui de Diego Garcia en océan Indien et Guam dans le Pacifique.



Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

⁸ « La Chine et l'Afrique : anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise », note de Pierre-Antoine Braud, ISS-EU, octobre 2005.